

Zimbabwe : Mugabe refuse de démissionner

BBC Afrique, 16 novembre 2017 Le président Robert Mugabe (photo) a catégoriquement refusé jeudi de renoncer au pouvoir qu'il exerce depuis trente-sept ans à la tête du Zimbabwe, au cours de discussions avec l'armée qui a pris le contrôle de la capitale Harare. Placé en résidence surveillée dans la nuit de mardi à mercredi, le chef de l'Etat, 93 ans, a rencontré pour la première fois jeudi après-midi le chef de l'armée, le général Constantino Chiwenga, au siège de la présidence à Harare.

Des images de la rencontre ont montré le président aux côtés du chef d'Etat-major, le général Constantino Chiwenga tout sourire dans son treillis. "Ils se sont rencontrés aujourd'hui. Il a refusé de démissionner, je pense qu'il essaie de gagner du temps", a déclaré une source militaire. Deux ministres sud-africains d'opinion par le président Jacob Zuma ont également participé à la réunion, selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Pretoria qui n'a donné aucun détail sur la teneur de leurs discussions. Le célèbre journaliste et président de l'un des plus grands médias au Zimbabwe, Trevor Ncube, a dans un tweet posté jeudi fait savoir que Mugabe insistait toujours sur le fait « qu'il était le président légitime du pays et que par conséquent l'armée devrait lui laisser mener son actuel mandat à terme. » L'opposition réclame le départ de Mugabe. Jeudi, plusieurs voix de l'opposition sont sorties de leur silence pour exiger à leur tour son départ et une transition vers des élections libres. "Dans l'intérêt du peuple zimbabwéen, Robert Mugabe doit démissionner", a déclaré Morgan Tsvangirai, le chef du Mouvement pour un changement démocratique (MDC), le principal parti de l'opposition. "Il ne fait aucun doute qu'il nous faut un accord de transition qui doit traiter de la reprise économique et de la réforme électorale", a renchéri l'ex-vice-présidente Joice Mujuru, écartée en 2014 sur ordre, et aussi, de Grace Mugabe. Emblème de la fronde qui a secoué le pays en 2016, le pasteur Evan Mawarire s'est dit prêt à discuter avec l'armée. "En tant que citoyens, nous ne pouvons rester les bras croisés", a-t-il plaidé sur Facebook, "nous devons participer".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});